

Camps de détention du COVID-19 : Les rafles gouvernementales des résistants sont-elles notre avenir ?



[Source : Aube Digitale]

Par JADE

« Sans doute les camps de concentration étaient-ils un moyen, une menace utilisée pour maintenir l'ordre. »

Albert Speer, procès de Nuremberg

Il ne s'agit plus de savoir si le gouvernement enfermera les Américains pour avoir défié ses mandats, mais quand.

Voici ce que nous savons : le gouvernement a les moyens, les muscles et la motivation pour détenir les individus qui résistent à ses ordres et ne se conforment pas à ses mandats dans un vaste éventail de prisons, de centres de détention et de camps de concentration de la FEMA payés avec l'argent des contribuables.

Ce n'est qu'une question de temps.

La question la plus brûlante n'a plus d'importance (les vaccins obligatoires, l'immigration, les droits des armes à feu, l'avortement, le mariage homosexuel, les soins de santé, la critique du gouvernement, la protestation contre les résultats des élections, etc.

Le travail préparatoire a déjà été effectué

En vertu de la disposition relative à la détention indéfinie de la loi sur l'autorisation de la défense nationale (NDAA), le président et l'armée peuvent détenir et emprisonner des citoyens américains sans accès à leurs amis, à leur famille ou aux tribunaux si le gouvernement les considère comme des terroristes.

Il n'est donc pas surprenant que le simple fait de critiquer le gouvernement ou de s'opposer à la vaccination contre le COVID-19 puisse vous faire qualifier de terroriste.

Après tout, il suffit de peu de choses pour être considéré comme un terroriste, d'autant plus que le gouvernement aime utiliser indifféremment les mots « anti-gouvernemental », « extrémiste » et « terroriste ».

Par exemple, le département de la sécurité intérieure définit les extrémistes comme des individus, des vétérans militaires et des groupes « qui sont principalement anti-gouvernementaux, rejetant l'autorité fédérale en faveur de l'autorité étatique ou locale, ou rejetant entièrement l'autorité gouvernementale ».

Les vétérans militaires revenant d'Irak et d'Afghanistan peuvent également être qualifiés d'extrémistes et de menaces terroristes intérieures potentielles par le gouvernement, car ils peuvent être « mécontents, désillusionnés ou souffrir des effets psychologiques de la guerre. »

En effet, si vous croyez en vos droits constitutionnels et les exercez (à savoir, votre droit de parler librement, de pratiquer librement votre culte, de vous associer à des personnes partageant vos opinions politiques, de critiquer le gouvernement, de posséder une arme, d'exiger un mandat avant d'être interrogé ou fouillé, ou toute autre activité considérée comme potentiellement anti-gouvernementale, raciste, bigote, anarchique ou souveraine), vous pourriez figurer en tête de la liste de surveillance du gouvernement en matière de terrorisme.

En outre, comme le souligne un éditorial du New York Times, vous pouvez être un extrémiste antigouvernemental (alias terroriste domestique) aux yeux de la police si vous craignez que le gouvernement ne complote pour confisquer vos armes à feu, si vous pensez que l'économie est sur le point de s'effondrer et que le gouvernement va bientôt déclarer la loi martiale, ou si vous affichez un nombre inhabituel d'autocollants politiques et/ou idéologiques sur votre voiture.

Selon le FBI, vous pourriez également être classé comme une menace de terrorisme intérieur si vous adhérez à des théories du complot ou osez souscrire à des opinions contraires à celles du gouvernement.

Le gouvernement dispose également d'une liste de plus en plus longue, partagée avec les centres de fusion et les services répressifs, d'idéologies, de comportements, d'affiliations et d'autres caractéristiques susceptibles de signaler une personne comme suspecte et de la faire passer pour un ennemi potentiel de l'État.

C'est ce qui se passe lorsque l'on confie non seulement le pouvoir de déterminer qui est un danger potentiel aux agences gouvernementales, aux tribunaux et à la police, mais que l'on donne également à ces agences

l'autorité libérale d'enfermer des individus pour des méfaits perçus.

C'est un système qui ne demande qu'à être abusé par des bureaucrates assoiffés de pouvoir et désireux de conserver leur pouvoir à tout prix.

Cela s'est déjà produit auparavant.

Comme le montre l'histoire, le gouvernement américain n'hésite pas à enfermer ses propres citoyens à ses propres fins

Il suffit de remonter aux années 1940, lorsque le gouvernement fédéral a proclamé que les Américains d'origine japonaise, qualifiés de dissidents potentiels, pouvaient être placés dans des camps de concentration (ou d'internement) sur la seule base de leur origine ethnique, pour voir jusqu'où le gouvernement fédéral est prêt à aller pour maintenir « l'ordre » dans son pays.

La Cour suprême des États-Unis a validé le programme de détention dans l'affaire *Korematsu v. US* (1944), concluant que la nécessité pour le gouvernement d'assurer la sécurité du pays l'emportait sur les libertés individuelles.

Bien que cette décision *Korematsu* n'ait jamais été formellement annulée, le juge en chef Roberts a opiné dans l'affaire *Trump v. Hawaii* (2018) que

« la relocalisation forcée de citoyens américains dans des camps de concentration, uniquement et explicitement sur la base de la race, est objectivement illégale et en dehors de la portée de l'autorité présidentielle. »

Les déclarations de Roberts n'offrent guère d'assurance en matière de sécurité, compte tenu de la tendance du gouvernement à contourner la règle de droit lorsque cela satisfait ses objectifs. Soulignant que de telles détentions manifestement illégales pourraient se reproduire – avec la bénédiction des tribunaux – le juge Scalia a un jour averti :

« En temps de guerre, les lois se taisent. »

En fait, la création de camps de détention au niveau national fait depuis longtemps partie du budget et des opérations du gouvernement, relevant de la FEMA, l'Agence fédérale de gestion des urgences.

L'histoire trouble de la FEMA remonte aux années 1970, lorsque le président Carter l'a créée par le biais d'un décret fusionnant plusieurs agences

gouvernementales d'aide en cas de catastrophe en une seule grande agence.

Dans les années 1980, cependant, des rapports ont commencé à faire état d'exercices secrets d'entraînement de type militaire menés par la FEMA et le ministère de la Défense. Sous le nom de code Rex-84, 34 agences fédérales, dont la CIA et les services secrets, ont été formées à la gestion des troubles civils intérieurs.

Le rôle de la FEMA dans la création de camps d'internement américains top-secret est bien documenté

Mais faites attention à qui vous partagez cette information : il s'avère que le fait de s'inquiéter de l'existence des camps de détention de la FEMA fait partie de la liste croissante d'opinions et d'activités qui peuvent amener un agent fédéral ou un fonctionnaire à penser que vous êtes un extrémiste (alias un terroriste) ou que vous êtes favorable à des activités terroristes, et que vous pouvez donc être placé en détention pour une durée indéterminée en vertu de la NDAA. Cette liste de points de vue « dangereux » comprend également la défense des droits de l'État, la conviction que l'État n'est pas nécessaire ou est indésirable, la « théorie de la conspiration », les préoccupations concernant les camps de la FEMA, l'opposition à la guerre, l'organisation pour la « justice économique », la frustration à l'égard des « idéologies dominantes », l'opposition à l'avortement, l'opposition à la mondialisation et le stockage de munitions.

Si vous voulez avoir des camps d'internement sur le sol américain, il faut bien que quelqu'un les construise.

Ainsi, en 2006, il a été annoncé que Kellogg Brown and Root, une filiale de Halliburton, avait obtenu un contrat de 385 millions de dollars pour construire des centres de détention américains. Bien que le gouvernement et Halliburton n'aient pas précisé où et quand ces centres de détention nationaux seraient construits, ils en ont justifié la nécessité en cas « d'afflux urgent d'immigrants, ou pour soutenir le développement rapide de nouveaux programmes » en cas d'autres urgences telles que des « catastrophes naturelles. »

Bien entendu, ces camps de détention devront être utilisés pour toute personne considérée comme une menace pour le gouvernement, et cela inclut les dissidents politiques.

Ce n'est donc pas une coïncidence si le gouvernement américain a, depuis les années 1980, acquis et maintenu, sans mandat ni ordonnance du tribunal, une base de données de noms et d'informations sur des Américains considérés comme des menaces pour la nation.

Comme le rapporte Salon, cette base de données, qui aurait été baptisée « Main Core », doit être utilisée par l'armée et la FEMA en cas d'urgence nationale ou de loi martiale pour localiser et rassembler les Américains

considérés comme des menaces pour la sécurité nationale. Il y a au moins 8 millions d'Américains dans la base de données Main Core.

Avance rapide jusqu'en 2009, lorsque le département de la sécurité intérieure (DHS) a publié deux rapports, l'un sur l'« extrémisme de droite », qui définit largement les extrémistes de droite comme des individus et des groupes « qui sont principalement anti-gouvernementaux, rejetant l'autorité fédérale en faveur de l'autorité étatique ou locale, ou rejetant entièrement l'autorité gouvernementale », et l'autre sur l'« extrémisme de gauche », qui qualifie d'extrémistes les groupes de défense de l'environnement et des droits des animaux.

Chose incroyable, les deux rapports utilisent indifféremment les mots terroriste et extrémiste.

La même année, le DHS a lancé l'opération Vigilant Eagle, qui prévoit la surveillance des vétérans de l'armée revenant d'Irak, d'Afghanistan et d'autres pays lointains, les qualifiant d'extrémistes et de menaces terroristes intérieures potentielles parce qu'ils peuvent être « mécontents, désillusionnés ou souffrir des effets psychologiques de la guerre ».

Ces rapports indiquent que pour le gouvernement, ce que l'on appelle l'extrémisme n'est pas une question partisane. Toute personne perçue comme s'opposant au gouvernement – qu'elle soit de gauche, de droite ou quelque part entre les deux – est une cible, ce qui nous ramène, en boucle, à la question de savoir si le gouvernement exercera le pouvoir qu'il prétend posséder pour détenir toute personne perçue comme une menace, c'est-à-dire toute personne critiquant le gouvernement.

La réponse courte est : oui.

La réponse plus longue est plus compliquée.

Malgré ce que certains peuvent penser, la Constitution n'est pas une incantation magique contre les méfaits du gouvernement. En effet, son efficacité dépend de ceux qui la respectent.

Toutefois, en l'absence de tribunaux disposés à faire respecter les dispositions de la Constitution lorsque des représentants du gouvernement n'en tiennent pas compte et en l'absence de citoyens suffisamment informés pour être indignés lorsque ces dispositions sont remises en cause, la Constitution n'offre que peu ou pas de protection contre les raids des équipes d'intervention, la surveillance domestique, les tirs de la police sur des citoyens non armés, les détentions illimitées, etc.

Pour être franc, les tribunaux et la police ont tellement harmonisé leur façon de penser que tout est permis quand c'est fait au nom de la sécurité nationale, de la lutte contre la criminalité et du terrorisme.

Par conséquent, l'Amérique ne fonctionne plus dans le cadre d'un système de justice caractérisé par une procédure régulière, la présomption d'innocence, une cause probable et des interdictions claires concernant les excès du gouvernement et les abus de la police. Au lieu de cela, nos cours de justice ont été transformées en cours d'ordre, défendant les intérêts du gouvernement plutôt que les droits des citoyens, tels qu'ils sont inscrits dans la Constitution.

Nous semblons boucler la boucle sur de nombreux fronts

Il y a vingt ans, nous débattions de la question de savoir si les non-citoyens – par exemple, les soi-disant combattants ennemis détenus à Guantanamo Bay et les Américains musulmans raflés à la suite des attentats du 11 septembre – avaient droit aux protections prévues par la Constitution, notamment en ce qui concerne la détention indéfinie. À l'époque, les Américains ne se préoccupaient pas outre mesure des droits des non-citoyens, et aujourd'hui, c'est nous qui sommes dans la position peu enviable d'être ciblés par notre propre gouvernement pour une détention indéfinie.

De même, la plupart des Américains ne se sont pas inquiétés outre mesure lorsque la Cour suprême des États-Unis a donné aux policiers de l'Arizona le feu vert pour arrêter, fouiller et interroger quiconque – vraisemblablement ceux qui correspondent à un profil racial particulier – qu'ils soupçonnent d'être un immigrant illégal. Dix ans plus tard, les flics ont largement carte blanche pour arrêter tout individu, citoyen ou non, qu'ils soupçonnent de faire quelque chose d'illégal (attention, à notre époque de surcriminalisation, cela peut aller de donner à manger aux oiseaux à la culture d'orchidées exotiques).

De même, il existe encore aujourd'hui une partie non négligeable de la population qui ne se préoccupe pas de la pratique du gouvernement consistant à espionner les Américains, car on leur a lavé le cerveau en leur faisant croire que si vous ne faites rien de mal, vous n'avez rien à craindre.

Ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils n'apprennent à leurs dépens que dans un État policier, peu importe qui vous êtes ou à quel point vous prétendez être vertueux, car finalement, vous serez mis dans le même sac que tous les autres et tout ce que vous ferez sera « mauvais » et suspect.

C'est d'ailleurs ce qui se passe déjà, la police s'appuyant sur des logiciels de surveillance tels que ShadowDragon pour observer l'activité des gens sur les médias sociaux et sur d'autres sites Web, qu'ils soient ou non soupçonnés d'un crime, et les utiliser potentiellement contre eux en cas de besoin.

Il s'avère que nous sommes dans Soleil Vert, cannibalisés par un gouvernement qui cherche à nous soutirer jusqu'à la dernière goutte.

Le film *Soleil Vert* (*Soylent Green*) de 1973, avec Charlton Heston et Edward G. Robinson, se déroule en 2022 dans une ville de New York surpeuplée, polluée et affamée, dont les habitants dépendent des aliments synthétiques fabriqués par la Soylent Corporation pour survivre.

Heston joue le rôle d'un policier qui enquête sur un meurtre et découvre l'effroyable vérité sur l'ingrédient principal du biscuit, *Soleil Vert*, qui constitue la principale source d'alimentation d'une population affamée. « Ce sont les gens. *Soleil Vert* c'est de la chaire humaine », déclare le personnage de Heston. « Ils fabriquent notre nourriture à partir de personnes. Bientôt, ils nous élèveront comme du bétail pour nous nourrir. »

Oh, comme il avait raison.

Soleil Vert est en effet constitué de personnes ou, dans notre cas, *Soleil Vert* est constitué de nos propres données personnelles, reprises, reconditionnées et utilisées par les entreprises et le gouvernement pour nous piéger dans des prisons de notre propre fabrication.

Sans protections constitutionnelles en place pour se prémunir contre les empiètements sur nos droits lorsque le pouvoir, la technologie et la gouvernance militariste convergent, il ne faudra pas longtemps avant que nous nous retrouvions, un peu comme le personnage d'Edward G. Robinson dans *Soleil Vert*. Robinson dans *Soylent Green*, à regarder le passé avec nostalgie, à revenir à une époque où nous pouvions parler à qui nous voulions, acheter ce que nous voulions, penser ce que nous voulions et aller où nous voulions sans que ces pensées, ces mots et ces mouvements ne soient suivis, traités et stockés par des géants industriels comme Google, vendus à des agences gouvernementales comme la NSA et la CIA, et utilisés contre nous par une police militarisée avec son armée de technologies futuristes.

Nous n'en sommes pas encore là, mais comme je l'explique clairement dans mon livre

Battlefield America : The War on the American People et dans son pendant fictionnel

The Erik Blair Diaries, ce moment décisif se rapproche à chaque minute.

Traduction du Rutherford Institute par Aube Digitale